

L'immigration n'est pas un choix pour tous les migrants ! C'est une nécessité de survie pour les opprimés qui ne peuvent simplement vivre avec leurs proches, dans leur pays.

Une histoire de tous les temps

Que venez-vous chercher ici si vous n'avez rien fait de pendable ?

C'est la question que posait à la fin du XVIIème siècle un allemand à une famille de Français Huguenots quittant les massacres des guerres de religions pour une ville de « refuge » de l'autre côté du Rhin.

Avant, les Juifs avaient été expulsés d'Espagne ; la liste est longue, toujours plus longue de ceux qui sont poussés sur les routes de l'exile.

Conflits ethniques ou identitaires, Guerres de religion ou Guerre Sainte, Guerre préventive ou Guerre Humanitaire la guerre n'arrête pas de changer de nom, et bientôt cela sera la Guerre Climatique.

Mais quel que soit le nom qu'on leur donne les conflits poussent des populations sur les routes.

A l'image des Juifs et des Huguenots ceux qui quittent leur pays emportent quoi qu'on en dise tout un savoir avec eux. Artisans, commerçants, Hommes de lettre, Juristes, Médecins.

Contrairement aux idées reçues, aux craintes de toute sorte nos pays si frileux sont à long-terme à bien y réfléchir au bénéfice de ces populations.

Lettre ouverte des associations aux parlementaires (extrait)

Le droit d'asile est aujourd'hui malmené par les conditions d'accueil et d'accompagnement des demandeurs d'asile. Cette politique de durcissement qui viole le principe légal d'accueil inconditionnel dans l'hébergement d'urgence n'a eu pour seul résultat que l'augmentation inquiétante du nombre de sans abri- souvent des familles avec enfants.

L'accès aux soins est également remis en cause par la menace d'une restriction de l'accès des étrangers précaires à l'Aide Médicale d'Etat (AME) et à la CMU. C'est l'un des piliers de notre protection sociale qui est attaqué : celui du droit de toute personne malade à être soignée.

Nous souhaitons rappeler que l'accueil et la solidarité envers les étrangers sont une réalité à laquelle contribuent de très nombreux citoyens, toutes

classes sociales confondues dans les villes comme dans les zones rurales et que leur engagement est exemplaire et sauve l'honneur de la République.

Nous rappelons que la France bénéficie largement de l'arrivée de personnes étrangères, notamment pour répondre aux besoins de main-d'œuvre non pourvus, qui se chiffrent par dizaines de milliers, pour les entreprises qui peinent à recruter.

Nous demandons aux parlementaires de s'emparer de ses réalités de terrain pour formuler des propositions qui garantissent le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes en situation de précarité présentes sur le territoire national.

Nous soutenons enfin la nécessité d'une politique d'intégration plus ambitieuse qui généralise l'accès aux cours de français pour les primo-arrivants, ouvre le droit au travail des demandeurs(euses) d'asile et accélère l'accès à un logement des personnes à la rue en particulier pour les réfugiés.

